



## **Consultation thématique mondiale sur l'éducation pour l'après-2015 Rapport de synthèse de la discussion en ligne sur la gouvernance et le financement de l'éducation**

### **Contexte**

La quatrième et dernière discussion en ligne de la consultation thématique mondiale sur l'éducation qui s'est déroulée du **10 février au 3 mars 2013** traitait de la gouvernance et du financement de l'éducation. Il convient de noter que les questions relatives à la gouvernance et au financement de l'éducation ont été évoquées à maintes reprises par les participants lors des précédentes discussions en ligne et ont été entièrement prises en compte dans les rapports de synthèse. Au total, cette discussion a enregistré **58 contributions** issues d'individus, de la société civile, de réseaux (régionaux), de groupes de travail et du secteur privé ainsi que des co-moderateurs de l'UNICEF, l'UNESCO, l'Open Society Foundations, GIZ/BMZ et le Partenariat mondial pour l'éducation. Les témoignages échangés ont concerné divers pays comme le Niger, le Ghana, les Philippines, le Brésil, la Norvège, le Cameroun, le Bangladesh, le Pakistan, l'Inde et le Guatemala.

Les participants ont été invités à discuter des stratégies, des politiques et des interventions qui pourraient améliorer la gouvernance du secteur de l'éducation, des principales difficultés en matière de financement de l'éducation et des facteurs contribuant à ces difficultés. Il leur a également été demandé de réfléchir à qui incombe la responsabilité de garantir aux enfants une éducation de qualité et de quelle manière. La discussion s'est ensuite concentrée sur les recommandations en matière de gouvernance et de financement de l'éducation dans le cadre de développement de l'après-OMD ainsi que sur les mesures que pourraient prendre la société civile et les médias pour faire pression de manière

efficace sur leur gouvernement dans le but de mieux affecter des ressources éducatives, particulièrement envers les enfants les plus pauvres, et améliorer le système éducatif.

### **Pourquoi l'amélioration de la gouvernance et du financement de l'éducation est-elle importante ?**

Depuis 1999, une croissance économique accélérée, une meilleure production de revenus, une augmentation des aides et un renforcement de l'engagement politique ont tous contribué à l'accroissement des dépenses réelles pour l'éducation dans les pays à faibles revenus avec une moyenne de 7,2% par an. Malgré l'augmentation des allocations financières de la part des gouvernements nationaux envers l'éducation, beaucoup de pays parmi les plus pauvres sont encore confrontés à des ressources largement insuffisantes pour atteindre les objectifs d'éducation. Alors que le nombre d'enfants non scolarisés stagne, des signes inquiétants indiquent que les contributions des donateurs pourraient également diminuer. En 2011, l'aide totale en valeur réelle a régressé pour la première fois depuis 1997. Une distribution inéquitable des revenus est aussi une préoccupation grandissante. Etant donné les disparités en terme d'accès, les individus issus du quintile le plus pauvre bénéficient nettement moins des dépenses publiques en éducation que ceux issus du quintile le plus riche.

En terme de gouvernance de l'éducation, le problème général réside dans des systèmes de

service public inefficaces. D'une part, les défis comme des structures institutionnelles fragmentées, des systèmes centralisés, le manque de liens entre la planification et la budgétisation ou des systèmes de responsabilisation fragiles, renforcent le manque de financement en éducation parce que l'argent n'est pas dépensé de manière sérieuse (« rapport cout-avantage »). D'autre part, davantage de fonds ne pourraient être absorbés en raison de la faiblesse des structures et des capacités de gouvernance. De ce fait, augmenter les fonds sans améliorer la gouvernance risque de contribuer au niveau de corruption.

## Défis en matière de gouvernance de l'éducation et stratégies et interventions permettant d'y faire face

« La gouvernance et le financement de l'éducation devrait prendre en compte le développement participatif durable et inclusif de la société ainsi que le potentiel des ressources humaines. Les principes directeurs devraient être équité, non exclusion, accessibilité, tolérance, participation, justice, transparence, réactivité et collaboration. » **Asutosh Satpathy**

De nombreux participants ont souligné que la **responsabilité** est un défi majeur,

avec la **corruption** constituant le principal obstacle, à une plus grande efficacité des prestations de services dans le secteur éducatif. Selon plusieurs participants, toutes les parties prenantes, y compris les autorités gouvernementales, les donateurs, les organisations multilatérales, la société civile, les enseignants, les parents et les élèves ainsi que le secteur privé, le monde académique et les médias devraient être tenus responsables et tenir les autres responsables pour fournir à chaque enfant une éducation de qualité.

Au niveau local, les meilleures pratiques concernant l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la responsabilité mentionnées par les participants sont les suivantes : **promouvoir la décentralisation grâce à une gestion autonome des écoles et une participation des parties prenantes locales** (par ex. par l'intermédiaire de comités de gestion de

l'école) ainsi que les mécanismes visant à **améliorer l'accès à l'information et à la transparence** à l'image des fiches d'évaluation remplis par les citoyens. Comme l'a mentionné l'un des participants : « *Conférer plus d'autorité aux chefs d'établissement, offrir des formations continues sur la gestion des écoles, accroître l'implication des parents très motivés et assurer une supervision beaucoup plus fréquente doivent constituer les clés d'un renforcement de la gestion des écoles, qui mènera certainement à une utilisation plus efficace des ressources et à une amélioration des résultats d'apprentissage.* » (**Daisuke Kanazawa**)

Au niveau national, les participants ont mentionné que des **enquêtes sur la traçabilité des dépenses publiques** pourraient aider à identifier où se situent les goulots d'étranglement. Il a été souligné que **l'implication de la société civile** et d'autres parties prenantes comme les **médias** favorise l'intensification des pressions sur les gouvernements pour qu'ils soient plus performants et qu'ils affectent les ressources là où elles sont nécessaires. Plusieurs participants ont indiqué que la société civile devait jouer un rôle de plaidoyer sur différents aspects : promouvoir l'éducation comme droit humain fondamental ; faciliter le débat politique et le dialogue ; diffuser les résultats ; interagir avec les acteurs locaux ; inclure les gouvernements, les parties prenantes de l'éducation, les enseignants et les écoles et faire pression sur les gouvernements nationaux pour une allocation plus équitable des ressources. Comme cela a été noté à juste titre, la société civile « [...] doit utiliser des études de cas nous montrant l'influence négative de ressources et accès à l'éducation limités et encourager les débats avec les décideurs et les politiciens. Les médias diffusent l'information et les conclusions auprès de toutes les parties prenante » (**José Chaleca**)

Certains participants ont également mentionné que l'amélioration de la gouvernance de l'éducation devait impliquer **l'amélioration des conditions de travail des enseignants**. « *De plus en plus d'éléments tendent à montrer que, au-delà des salaires et des conditions de travail, le*

*sentiment de faire partie d'un développement national – avoir un travail à finalité morale – peut stimuler la motivation des enseignants et la poursuite de leur professionnalisation ainsi qu'attirer des individus performants au sein de la profession ». (Oliver Liang)*

**Le développement des capacités** des parties prenantes au niveau tant national que local, administrateurs, éducateurs, communautés et parents, est jugé indispensable pour faire fonctionner les services d'éducation. Un exemple concret utilisé concerne l'éducation civique et morale comme matière obligatoire afin de renforcer les capacités relatives à la démocratie, à la gouvernance et citoyenneté dès le plus jeune âge. Dans ce contexte, différents participants ont insisté sur l'importance des programmes de **responsabilisation des jeunes**, dont **les initiatives ascendantes**.

*Au niveau mondial, il a été proposé que **davantage de politiques cohérentes** sur une éducation inclusive soient développées. « Si, en tant que communauté mondiale des droits de l'homme, nous considérons l'éducation comme un droit pour tous alors nous ne pouvons pas rester à ne rien faire pendant que tous les enfants ne sont pas en mesure d'exercer ce droit. Par conséquent, le rôle des acteurs internationaux – donateurs, religions, agences multilatérales, ONU, gouvernements - est de concevoir des protocoles, pour tous, que le Nord doit également signer, pour rendre compte de leur engagement à l'accord de Paris et à ses successeurs, pour fournir les fonds permettant aux gouvernements d'assurer l'éducation et pour renforcer l'éducation par l'intermédiaire de leurs autres politiques. » (Susan Durston).* Il a toutefois été souligné que tandis que l'on identifie des objectifs éducatifs universellement applicables, la « gouvernance internationale » ne doit pas être une « imposition culturelle » mais s'adapter aux contextes et à la diversité des besoins nationaux et locaux.

**Défis liés au financement de l'éducation et stratégies et interventions permettant d'y faire face**

De nombreux contributeurs ont souligné que le financement de l'éducation dépendait fortement de la **volonté politique** et de l'**appropriation** aussi bien de la part des gouvernements nationaux que de la communauté des donateurs pour **allouer à l'éducation des ressources adéquates**. Par conséquent, certains ont fait valoir que les dépenses en éducation nécessitaient d'être augmentées des deux côtés, en ce qui concerne le pourcentage de PIB/PNB alloué à l'éducation et au sein des pays ainsi qu'en terme de pourcentage d'aide publique au développement (APD) affecté à l'éducation. De plus, des *solutions alternatives* pour générer des fonds pour l'éducation telles qu'un **allègement de la dette, des politiques commerciales favorables au développement** ainsi que des **politiques fiscales et stratégies** innovantes et adaptées au contexte peuvent être envisagées.

« La gouvernance de l'éducation et son financement sont logiquement inséparables par définition. La gouvernance doit décrire les objectifs généraux de l'éducation et les moyens pour les atteindre. » **Lal Manavado**

En ce qui concerne les commentaires relatifs à l'amélioration de la gouvernance de l'éducation,

**l'équité et le caractère inclusif** ont été considérés à la fois comme des défis et des solutions au financement de l'éducation. Plusieurs participants ont noté que le financement de l'éducation devrait être davantage dirigé vers les plus pauvres et les plus marginalisés (par ex. les filles, les enfants handicapés, les populations rurales, les populations en situations d'urgence, etc.)

Selon certains participants, les ressources devraient être affectées à la mise en œuvre des **meilleures pratiques en éducation fondées sur des preuves concrètes** afin d'améliorer l'impact de l'efficacité des dépenses budgétaires. Dans ce contexte, il est crucial de passer d'une approche centrée sur les entrées à une approche centrée sur les sorties, associée à la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation adaptés basés sur des données de bonne qualité.

Un certain nombre de participants ont également indiqué la nécessité d'une **aide plus efficace et plus prévisible** de la communauté des donateurs. En outre, une plus grande implication des - et coordination avec les - secteur privés/commerce et les ONG, renforceront les services publics de l'éducation contribuant ainsi à tenir la promesse d'une éducation de qualité pour tous les enfants. Encore une fois, l'accent est mis sur l'importance de la participation de toutes les parties prenantes (par ex. les enseignants) aux processus de développement pertinents. Le **rôle clé des enseignants** pour faire avancer les résultats éducatifs et le besoin de s'attaquer à toutes les questions s'y référant par l'intermédiaire de stratégies de gouvernance appropriées a été mise en avant dans différents commentaires. *« Assurer une aide plus efficace n'est pas une question de financement public ou privé mais de travail mené de manière plus intelligente et collaborative afin*

« Les données relatives aux efforts (part dans le PIB, part dans le budget, même les dépenses par élèves) ne dit RIEN aux responsables, donateurs, enseignants ou parents sur l'efficacité des financements du gouvernement et/ou des donateurs. Les données doivent être liées aux améliorations quantitatives (en particulier le taux net d'inscription par genre, le taux d'achèvement du primaire par genre et le taux de passage au secondaire par genre) ET aux améliorations substantielles en matière de compétences en lecture et en calcul. » **Geoff Howse**

*de tirer les leçons de ce qui marche ou ne marche pas, à la fois dans les systèmes publics et privés, auprès des plus pauvres*

*parmi les pauvres, dans des endroits où ni les approches gouvernementales ni les approches de marché ne résolvent à elles seules la crise de l'éducation. » (Allison Anderson & Amanda Gardiner)*

## Questions transversales

Un certain nombre de questions transversales ont été soulevées pendant la discussion. Un des aspects couverts est l'importance d'une

**planification intersectorielle de l'éducation au développement durable (EDD)**. Les contributeurs ont noté le besoin de clarifier l'opposition entre croissance non durable et développement durable. L'EDD est considérée comme une voie vers l'objectif éducatif reliant un futur plus durable avec le bien-être individuel.

De plus, quelques participants ont souligné l'importance d'investir dans les droits de santé sexuelle et reproductive, **y compris dans le planning familiale volontaire**, parce que cela contribuerait à réduire la pression sur les systèmes et les budgets éducatifs. De ce fait, la dynamique des populations devrait être une priorité de la planification de l'éducation. Cette question est également étroitement liée au développement durable où la croissance de la population influe sur la consommation.

## Objectifs séparés ou intégrés ?

Un certain nombre de participants ont suggéré que la gouvernance et le financement de l'éducation devraient être traités via des objectifs séparés dans le cadre de développement de l'après-OMD. *« Avoir un objectif séparé pour le financement et la gouvernance permettra d'attirer l'attention sur ce domaine aujourd'hui mal géré. Les objectifs doivent être spécifiquement adaptés au pays en fonction des circonstances nationales et inclure le pourcentage du PIB qui doit être affecté à l'éducation ainsi que les montants annuels de financement à recevoir des institutions bilatérales, multilatérales et privés. » (Irene Pritzker)* Cependant, d'autres participants ont recommandé une intégration des différents domaines de la politique de l'éducation en une question transversale dans le cadre de développement de l'après-2015 ou, en d'autres termes, ils « devraient être abordés et mis en évidence au sein de tous les objectifs » *(Isabelle Turmaine)*

**AVERTISSEMENT** : les constatations, interprétations et conclusions émises dans cette synthèse de discussion sont celles des participants et ne reflètent pas forcément les politiques ou les opinions de l'UNESCO, de l'UNICEF et des Nations Unies.